

Mix énergétique : le rapport de l'Ademe relève-t-il du coup de « com' » ou de l'analyse sérieuse ?

Alors que les débats sur la transition énergétique ont pris un tour inattendu du fait de la question du diesel, l'Ademe propose un scénario de transition énergétique fondé sur une augmentation rapide et puissante de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique, lesquelles devraient représenter 85% de la production d'électricité en 2050.

Avec Bruno Alomar

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) a dévoilé il y a quelques jours les premières conclusions d'une étude qu'elle publiera en janvier 2019, portant sur le mix énergétique. Alors que les débats sur la transition énergétique ont pris un tour inattendu du fait de la question du diesel, l'ADEME propose un scénario de transition énergétique fondé sur une augmentation rapide et puissante de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique, lesquelles devraient représenter 85% de la production d'électricité en 2050 et plus de 95% en 2060 (contre, pour mémoire, une part estimée à 17% aujourd'hui et un objectif des Pouvoirs publics de 40% en 2030).

Disons-le tout net : les mouvements sociaux récents illustrent bien, si besoin en était, combien la question de transition énergétique est centrale et complexe, bien au-delà du seul domaine énergétique au regard des impacts multiples qu'elle engendre. En la matière, il est salutaire que tous les acteurs concernés puissent s'exprimer et faire valoir leur point de vue sur cette question d'intérêt général. Qu'il soit cependant permis, sans préjudice d'une analyse plus au fond de l'étude de l'ADEME quand elle sortira, de formuler dès à présent quelques observations.

Observations de forme d'abord. L'ADEME livre des conclusions drastiques, en particulier pour ce qui concerne le recul de la production d'origine nucléaire, mais reporte à plus tard la possibilité d'accéder à l'entièreté de son analyse. C'est surprenant, et pour tout dire regrettable. Car traiter de la question énergétique mérite mieux que de l'envisager comme un film à suspense, voire à coups de « com ».

Observations de méthode ensuite. La qualité d'une telle étude dépend largement de sa capacité à recueillir l'opinion éclairée du maximum de parties prenantes. Parmi ces parties prenantes, figurent notamment les universitaires, les organisations publiques et privées chargées d'apporter une expertise en matière énergétique, et les industriels de la filière. Or, ces parties n'ont, pour cette étude, pas ou très marginalement été consultées, ce qui non seulement revient à priver cette étude d'éclairages fondamentaux sur le sujet, mais, pire encore, crée à l'évidence un doute sur les motivations qui la sous-tendent.

Observations, enfin et surtout, de fond. Répétons ici qu'en l'état parcellaire des éléments transmis par l'ADEME, la prudence est de mise. Pourtant, plusieurs limites apparaissent.

La première limite tient à l'objet même de l'étude, qui a choisi de se concentrer sur une approche d'optimisation exclusivement économique, voire économétrique. Sans s'appesantir sur l'actualité, l'on comprend mal l'intérêt d'une étude qui prétendrait nier ce qui fait précisément le cœur de la difficulté de la transition énergétique : tenir l'ensemble des bouts de la chaîne c'est-à-dire apprécier la question dans toute ses dimensions. Dimension sociale (pouvoir d'achat et emploi). Dimension environnementale. Dimension diplomatique et géostratégique. Dimension liée à l'innovation. Etc.

La seconde, si l'on se cantonne au champ économique, tient aux hypothèses de coût. L'étude envisage des coûts de production du photovoltaïque et de l'éolien (en ce compris les coûts d'adaptation des réseaux), respectivement de 40 et 50 euros par mégawattheure, ce qui suppose une montée en puissance à des niveaux inconnus et non testés ainsi que la mobilisation de sites moins efficaces pour atteindre les ambitions requises et la fin des subventions pour ces énergies, sauf à vouloir alourdir les factures des ménages comme cela a été le cas en Allemagne. Elle ne dit rien non plus des questions d'acceptabilité sociale en la matière, laissant le sentiment d'un exercice théorique amené à se fracasser sur des réalités qu'il est toujours loisible de mettre de côté à la faveur d'exercice en chambre.

Enfin, il faut prendre garde à ce qu'il faut bien qualifier d'incohérences. Comment qualifier l'hypothèse que la France, en fin de période, devienne importatrice nette d'électricité ? DENA (Deutsche EnergyAgentur), l'alter ego de l'ADEME en Allemagne, a publié récemment des scénarios à long terme de décarbonations profonde (95%) de l'Allemagne. Une telle décarbonisation ne serait envisageable pour autant que l'Allemagne puisse satisfaire ses besoins d'électricité en important de ses voisins...dont la France.

C'est dire, en définitive, à quel point l'on attend avec impatience l'étude finale que l'ADEME nous promet pour janvier 2019. Elle viendra nourrir la réflexion sur ce sujet central. A cet égard, l'on voudra relever qu'à quelques mois d'intervalle, le GIEC, dans son rapport consacré à la limitation de la hausse des températures à 1,5° C et le World Energy Outlook 2018 de l'Agence internationale de l'énergie, préconisent d'augmenter drastiquement la place du nucléaire dans le mix électrique mondial.